



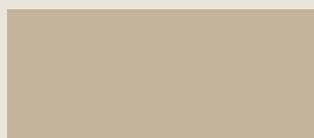
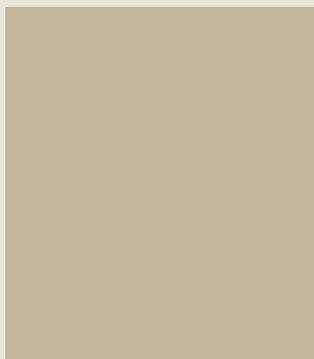
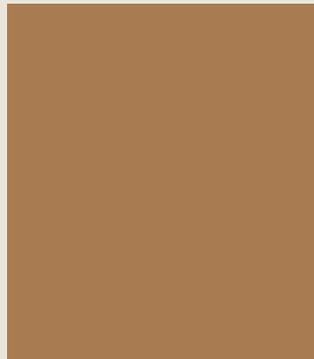
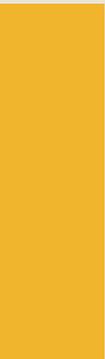
Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

Fonds fiduciaire africain de solidarité (ASTF)

Transformer les ressources en solutions de développement

Rapport final 2014–2018

RÉSUMÉ



Résumé

Le Fonds fiduciaire africain de solidarité est un mécanisme novateur géré par l'Afrique, qui finance des initiatives de développement sur le continent. Le Fonds a été officiellement lancé en juin 2013, lors de la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, avec un financement initial de 40 millions d'USD apporté par la Guinée équatoriale (30 millions d'USD) et l'Angola (10 millions d'USD). Le Fonds a en outre reçu une contribution symbolique (environ 200 USD seulement) d'un groupe d'organisations de la société civile de la République du Congo. Il s'agit d'un instrument géré par l'Afrique qui a pour vocation de mettre en commun des fonds provenant de pays africains et non réservés à une destination particulière, afin de contribuer aux priorités régionales, sous-régionales et nationales; il est pleinement aligné sur le Cadre stratégique révisé de la FAO. Il a pour objectif principal de renforcer la sécurité alimentaire à l'échelle du continent en aidant les pays et leurs organisations régionales à éradiquer la faim et la malnutrition, à éliminer la pauvreté rurale et à assurer une gestion durable des ressources. Le présent rapport présente les principaux résultats obtenus par le Fonds au titre des initiatives menées par l'Afrique pour l'Afrique dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture. Le Fonds a déjà permis de financer 18 programmes/projets dans 41 pays, de 2014 à 2018.

Toutes les initiatives financées par le Fonds sont alignées sur le Cadre stratégique et les programmes prioritaires de la FAO recensés par la Conférence régionale pour l'Afrique. Elles sont également alignées sur les priorités indiquées dans les cadres de programmation par pays (CPP) adoptés par les gouvernements et la FAO. Les axes thématiques et la stratégie du Fonds sont alignés sur les priorités et les besoins nationaux et régionaux, ainsi que sur les principales stratégies de référence et les principaux documents relatifs aux politiques élaborés par l'Union africaine (UA), notamment le cadre de résultats du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA), la Déclaration de Malabo pour 2025 et l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

La première série d'allocations est allée à six pays: l'Éthiopie, le Malawi, le Mali, le Niger, la République centrafricaine et le Soudan du Sud, qui ont reçu chacun 2 millions d'USD, afin de mettre en œuvre des projets sur une période de deux ans (pour un total de 16 millions d'USD). La deuxième série d'allocations a été consacrée à des pays sélectionnés dans chacune des quatre sous régions du continent: l'Afrique de l'Est, l'Afrique centrale, l'Afrique australe et l'Afrique de l'Ouest, qui ont reçu chacune 4 millions d'USD pour une période de trois ans (12 millions d'USD au total). La troisième est allée à plusieurs pays qui participent aux programmes régionaux, dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) (4 millions d'USD). En outre, des fonds ont été alloués à trois pays touchés par le virus Ébola (Guinée, Libéria et Sierra Leone), qui ont reçu 500 000 USD chacun pour une période d'un an (1,5 million d'USD au total) et ont bénéficié d'un projet de coopération Sud-Sud à court terme (1 million d'USD). Par ailleurs, le Fonds consacre un budget de 1,5 million d'USD à l'appui technique de Petits États insulaires en développement (Cabo Verde, Guinée-Bissau, Maurice et Seychelles), afin qu'ils adoptent des pratiques agricoles efficaces et intelligentes face au climat. Enfin, des fonds ont été alloués à un programme régional visant à renforcer les capacités et à réduire les risques face au problème récent du virus de lac du tilapia en Angola, en Égypte, au Ghana, au Kenya, au Nigéria et en Ouganda (779 450 USD). Une petite partie des fonds a été conservée afin de contribuer aux efforts de mobilisation de ressources, l'objectif étant d'assurer la pérennité de cet important mécanisme de financement.

Les priorités en ce qui concerne l'allocation des fonds ont été établies sur la base de domaines thématiques désignés comme prioritaires, notamment les quatre grandes catégories suivantes: 1) secteur agroalimentaire, chaînes de valeur et emploi des jeunes; 2) appui à la résilience et aux moyens d'existence; 3) sécurité sanitaire des aliments, sécurité alimentaire et nutrition; 4) autonomisation des femmes. Cinq projets portant sur le secteur agroalimentaire, les chaînes de valeur et l'emploi des jeunes ont reçu 16 millions d'USD au total

(42 pour cent de l'ensemble des fonds) (tableau 1). Un autre ensemble de neuf projets portant sur l'appui à la résilience et aux moyens d'existence a reçu 11,8 millions d'USD (31 pour cent de l'ensemble des fonds), trois projets portant sur la sécurité sanitaire des aliments, la sécurité alimentaire et la nutrition ont reçu 9 millions d'USD (24 pour cent de l'ensemble des fonds) et un projet sur l'autonomisation des femmes a reçu 1 million d'USD (tous les autres projets comportaient aussi une composante sur l'autonomisation des femmes).

Tableau 1. Fonds alloués par l'ASTF par domaine thématique

| Domaines thématiques | Nombre de projets | Budget (en millions d'USD) | Répartition (%) |
|--|-------------------|----------------------------|-----------------|
| Secteur agroalimentaire, chaînes de valeur et emploi des jeunes | 5 | 16,0 | 42 |
| Appui à la résilience et aux moyens d'existence | 9 | 11,8 | 31 |
| Sécurité sanitaire des aliments, sécurité alimentaire et nutrition | 3 | 9,0 | 24 |
| Autonomisation des femmes | 1 | 1,0 | 3 |
| Total | 18 | 37,8 | 100 |

En ce qui concerne la couverture thématique, la plupart des projets portaient sur plus d'un thème. Pour ce qui est du financement par domaine thématique (voir la figure 1), la plus grosse part a été consacrée à des activités portant sur le secteur agroalimentaire, les chaînes de valeur et l'emploi des jeunes (42 pour cent), suivie de l'appui à la résilience et aux moyens d'existence (31 pour cent), et de l'élimination de la faim et de la malnutrition (24 pour cent), conformément aux engagements de la Déclaration de Malabo visant à éliminer la faim d'ici à 2025.

Les projets concernant le secteur agroalimentaire, les chaînes de valeur et l'emploi des jeunes, l'appui à la résilience et aux moyens d'existence, ainsi que la sécurité sanitaire des aliments, la sécurité alimentaire et la nutrition, ont reçu des fonds de 2014 à 2016 et certaines ressources ont été renouvelées jusqu'en 2018. Par ailleurs, un projet sur l'autonomisation des femmes a reçu des fonds en 2014, mais n'a pas reçu d'autres fonds sur la période 2015-2018 (figure 2).

Ces cinq dernières années, les résultats de ces projets ont montré le rôle crucial du Fonds. En effet, cette initiative gérée par l'Afrique a bénéficié à des milliers de ruraux et à des femmes, des jeunes et des enfants sur tout le continent, grâce aux nombreuses initiatives qui ont permis d'améliorer durablement la productivité, de lutter contre les organismes nuisibles et les maladies, d'assurer la sécurité alimentaire, la nutrition et la sécurité sanitaire des aliments, de créer des

Figure 1. Total des fonds alloués par l'ASTF, par domaine thématique

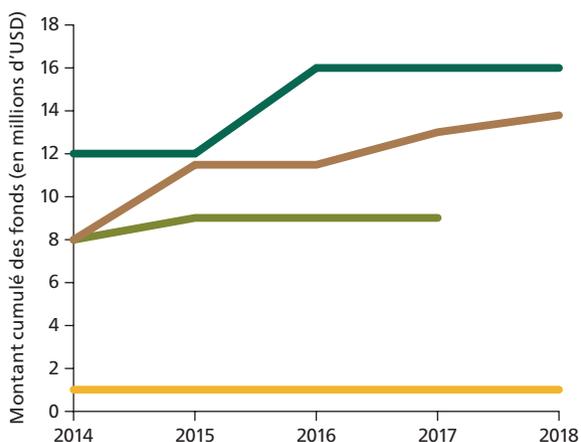
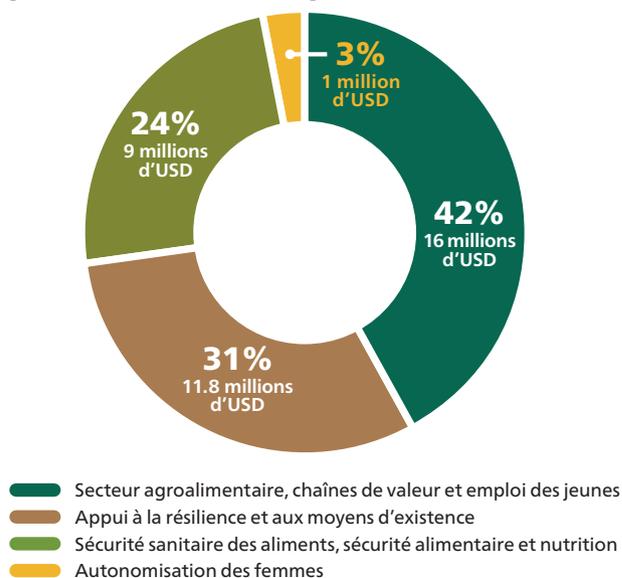


Figure 2. Évolution du cumul des montants alloués (en USD), par domaine thématique

emplois et de faire progresser les revenus. Le Fonds a permis à la FAO d'aider les pays africains à apporter une réponse aux problèmes agricoles liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition, à la gestion des ressources naturelles et au changement climatique, et à se pencher dans le même temps sur la parité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes, ainsi que sur l'emploi rural, la résilience et les moyens d'existence. Les initiatives du Fonds ont également renforcé les capacités et encouragé la collaboration intra-africaine dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture.

En Afrique de l'Ouest, le Fonds a financé des projets d'intervention rapide lors de l'épidémie d'Ébola. En outre, des emplois ruraux décents ont été créés pour les jeunes dans les chaînes de valeur de l'aquaculture durable et du manioc. En Afrique australe, l'appui à la formation et à la coordination a bénéficié à **4 500 experts venant de huit pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)**, qui ont vu leurs capacités renforcées dans le domaine de la lutte contre les organismes nuisibles et les maladies transfrontières, ce qui a permis à la région d'apporter une réponse efficace à l'invasion de chenilles légionnaires d'automne. Des pays d'Afrique centrale ont bénéficié d'un appui visant à renforcer la sécurité alimentaire dans les zones urbaines. Des initiatives agricoles tenant compte de la nutrition ont été encouragées en Afrique de l'Est, afin de lutter contre la dénutrition et de créer des emplois pour les jeunes.

Au Libéria, au Malawi et au Mali, des groupes de femmes et de jeunes ont bénéficié d'un renforcement des capacités, ce qui leur a permis de participer efficacement à des activités de production et de commercialisation ou de lancer ou dynamiser leur propre activité commerciale. Des pays touchés par la maladie à virus Ébola (MVE), dont la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone, ont bénéficié d'une aide qui a consisté à améliorer leur accès aux intrants, ce qui leur a permis de doubler leur production de riz et de légumes. Au Niger, le Fonds a aidé **160 000 ménages vulnérables** à accroître leur productivité agricole et leur sécurité alimentaire grâce à une distribution d'intrants de qualité et des investissements dans la reconstitution des cheptels au profit des femmes et dans le développement de l'infrastructure d'irrigation à petite échelle ont permis d'améliorer l'alimentation et la nutrition des enfants. Six «maisons du paysan» ont été créées au Niger. Il s'agit d'ensembles d'entrepôts conçus comme des centres intégrés pour les intrants et les services agricoles; ces maisons contribuent à renforcer la résilience des communautés face aux sécheresses et dans d'autres situations de crise.

Au Soudan du Sud, le Fonds a contribué à l'amélioration de la sécurité alimentaire, au bénéfice de plus de **200 000** personnes parmi les plus vulnérables. Il a permis d'améliorer l'apport en éléments nutritifs des ménages déplacés et de protéger les moyens d'existence ruraux en cas de crises de différentes natures, grâce à la distribution de kits de pêche et d'élevage. Par ailleurs, des campagnes de traitement et de vaccination à l'échelle du pays ont permis de protéger les ressources pastorales de **19 000 ménages** et de réduire considérablement les risques d'épizootie et de mortalité animale. En Éthiopie, un système en ligne a été créé afin de suivre et de promouvoir

Effet catalyseur et retombées

- Au Malawi, l'ASTF a réussi à mobiliser 6,87 millions d'USD de financements bilatéraux auprès de l'Union européenne et 32,68 millions d'USD dans un autre projet.
- Au Mali, l'ASTF a mobilisé 1,5 million d'EUR auprès du Grand-Duché de Luxembourg et 318 085 USD auprès du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, afin d'appuyer des interventions similaires dans une autre région.
- Au Libéria, le Fonds a levé 1,2 million d'USD auprès de la Direction du développement et de la coopération de la Suisse, afin de transposer à plus grande échelle les interventions.
- Au Niger, le Fonds a mobilisé 810 300 USD auprès du gouvernement norvégien, afin de transposer à plus grande échelle les activités, au-delà de la zone du projet.
- Dans les pays de la SADC, l'Union européenne a fourni 7 millions d'USD pour financer la transposition à plus grande échelle des interventions du Fonds.

les stratégies de diversification des moyens d'existence, les approches intégrées visant à améliorer la sécurité alimentaire/nutritionnelle et la réduction de la pauvreté. Près de **12 000 petits exploitants** ont bénéficié d'un accès à des intrants et d'une aide à la production apicole et avicole. Selon les prévisions, leurs productions devraient générer plus de 7,8 millions d'USD de recettes brutes, ce qui leur permettra de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels.

Au niveau national, le Fonds s'est initialement concentré sur les urgences humanitaires dictées par l'épidémie d'Ébola en Afrique de l'Ouest et sur les différentes crises de réfugiés qui ont éclaté à la suite des conflits civils au Soudan du Sud et en République centrafricaine. Ainsi, une plus grande importance a été accordée aux activités de développement sous-régional et national et des activités, dont la plupart ont été menées en 2017, ont été financées par le Fonds, certaines de manière autonome et d'autres au titre d'initiatives régionales.

Le Fonds a attiré de nouveaux partenariats et des financements supplémentaires provenant des partenaires bilatéraux et multilatéraux, ce qui montre clairement que les interventions sur le terrain ont eu un effet catalyseur. À titre d'exemple, le Bureau de la FAO au Malawi a réussi à mobiliser **6 875 000 EUR** supplémentaires de fonds bilatéraux, afin de reproduire les résultats obtenus dans le cadre du projet du Fonds. L'Union européenne a apporté des fonds supplémentaires, afin de reproduire l'approche adoptée pour le projet du Fonds dans 10 autres districts du Malawi (sur les 28 que compte le pays), pour un investissement total de **32 679 000 USD** sur les cinq prochaines années. Le projet régional du Fonds qui contribue aux travaux de la SADC et du Bureau sous-régional pour l'Afrique australe a permis à la FAO d'attirer **7 millions d'USD** supplémentaires, qui seront fournis par l'Union européenne et serviront à reproduire les interventions dans l'ensemble des 15 pays de la SADC.

De même, le Bureau de la FAO au Mali a obtenu **1,5 million d'EUR** supplémentaires auprès du Grand-Duché de Luxembourg, afin de reproduire les approches adoptées dans les régions de Ségou et de Sikasso; le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a, quant à lui, fourni **318 085 USD** supplémentaires, afin de financer des interventions similaires dans la région de Kayes. Dans le même temps, le Bureau de la FAO au Libéria a levé **1,2 million d'USD** auprès de la Direction du développement et de la coopération de la Suisse en vue de la transposition à plus grande échelle des interventions et le Bureau de la FAO au Niger a mobilisé **810 300 USD** auprès de la Norvège, afin d'accroître la résilience des communautés rurales et de transposer à plus grande échelle les activités financées par le Fonds. Tous ces exemples montrent les retombées et le potentiel du Fonds, dont l'effet catalyseur permet de créer des synergies et constitue un véritable levier.

En ce qui concerne la couverture géographique, les projets/programmes financés par le Fonds comprenaient cinq programmes régionaux, cinq programmes sous-régionaux et neuf projets au niveau des pays. Un des projets régionaux a été mis en œuvre par le Secrétariat du NEPAD, qui se trouve en Afrique du Sud. Tous les projets sous-régionaux ont été mis en œuvre par la FAO et gérés depuis les bureaux sous-régionaux respectifs. Les activités réalisées au titre des projets en Éthiopie, en Guinée, au Libéria, au Mali, au Niger, en République centrafricaine au Sierra Leone et au Soudan du Sud ont été menées à terme.

Facteurs de réussite

- Alignement sur les priorités de l'Afrique
- Prévisibilité du financement
- Souplesse du mécanisme de gouvernance
- Bon rapport coût-efficacité des fonds alloués
- Contribution des bénéficiaires
- Transparence de la sélection des bénéficiaires
- Mise en œuvre décentralisée
- Peu d'exigences en matière de communication de rapports
- Souplesse du mécanisme de financement

La performance globale du Fonds est positive, car il a permis de réaliser des activités allant de l'appui aux politiques en amont, jusqu'au renforcement des capacités aux niveaux institutionnel et individuel. Les résultats des projets financés par le Fonds soulignent combien il importe de disposer d'un mécanisme de financement souple, qui offre la possibilité de mobiliser des ressources auprès de pays africains, afin d'appuyer les activités prioritaires sur le continent et de renforcer l'échange de bonnes pratiques et d'expériences, en vue du renforcement des capacités.

L'évaluation du Fonds réalisée par le Bureau de l'évaluation (OED) de la FAO et la mission sur le terrain de fonctionnaires de rang supérieur ont permis de mettre en avant plusieurs exemples de réussite et de montrer les importants effets catalyseurs des projets du Fonds et leurs retombées, qui ont conduit d'autres donateurs et des gouvernements à reproduire les interventions ou à les transposer à plus grande échelle. L'accent mis sur les priorités nationales et régionales et la souplesse qu'offre le Fonds ont permis d'investir dans les lacunes d'importance critique, les nouvelles priorités et les interventions rapides, afin de relever les principaux défis auxquels sont confrontées les différentes régions d'Afrique. La prévisibilité du financement était également un important facteur de réussite. La souplesse du mécanisme de gouvernance a permis au Comité directeur du Fonds de prendre rapidement les décisions. En outre, le Fonds s'est avéré très efficace du point de vue des coûts: les frais généraux administratifs ont été faibles (7 pour cent), ce qui a permis aux bénéficiaires de disposer de la quasi intégralité des fonds dans leurs pays.

Le Fonds permet de synchroniser efficacement les défis prioritaires auxquels l'Afrique rurale est confrontée et les solutions de développement déployées pour les relever. Il a favorisé l'apprentissage entre pairs, ce qui a contribué à la transposition à plus grande échelle des bonnes pratiques, des connaissances et des technologies, d'un pays africain à l'autre. En outre, le financement de plusieurs visites d'échange et du partage de solutions de développement à court terme a clairement montré la solidarité qui existe entre les pays africains.

Le Fonds a également contribué au renforcement des partenariats entre la FAO et les principaux acteurs du développement en Afrique, notamment l'Union africaine, le NEPAD, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et la SADC. Le Fonds a également contribué aux résultats institutionnels globaux et aux cinq objectifs stratégiques de la FAO: contribuer à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition (OS 1), rendre l'agriculture plus productive et plus durable (OS 2), réduire la pauvreté rurale (OS 3), œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces (OS 4) et améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise (OS 5). Il a également été essentiel pour la FAO en matière de financement des domaines thématiques émergents et sous financés, notamment l'emploi des jeunes, la sécurité sanitaire des aliments et les interventions sur la résilience. Aux niveaux régional et sous-régional, le Fonds a permis de faciliter les travaux intersectoriels qui portent sur les dimensions environnementale, sociale et économique des défis d'aujourd'hui.

En conclusion, la mise en commun, au moyen du Fonds ASTF, de financements non réservés à des destinations particulières a aidé la FAO à compléter les efforts menés par les pays africains et a permis d'assurer la gestion des approches intégrées et intersectorielles et de faciliter les échanges interafricains de solutions de développement. Pour préparer l'avenir, la FAO a réitéré son appel à participer au Fonds et, dans ce cadre, a mis en place de nouvelles modalités qui doivent permettre d'élargir les partenariats de financement des fonds sans affectation. À l'avenir, l'objectif du Fonds sera de poursuivre son engagement et de reconstituer son capital, afin de prolonger cette louable initiative. Le Fonds envisage d'étendre sa base financière et d'y faire participer un large éventail de pays africains et de partenaires. Il s'est également donné pour objectif de mobiliser des capitaux aux niveaux national, régional et mondial, afin d'accélérer la réalisation des ODD et des autres engagements de l'Afrique.

**Division Relations et mobilisation
des ressources (PSR)**
PSR-Director@fao.org

**Organisation des Nations unies pour
l'alimentation et l'agriculture (FAO)**
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Roma (Italia)
Tel.: (+39) 0657051
FAO-HQ@fao.org
www.fao.org

photos de couverture: ©FAO



Certains droits réservés. Ce(tte) œuvre est mise à disposition
selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO